

# la Lettre du Maroc

BULLETIN DU PARTI DE L'AVANT-GARDE DEMOCRATIQUE SOCIALISTE (P.A.D.S.)  
63, rue du Colonel-Fablen - 94110 ARCUEIL

## LA DEMOCRATIE EST, OU N'EST PAS...

Comme à l'accoutumé, à l'approche de l'échéance électorale parlementaire, le pouvoir marocain relance l'idée "d'ouverture démocratique".

Il s'agit cette fois-ci du "respect des droits de l'homme", "d'élections libres et honnêtes", et d'une révision de la constitution en vue d'assurer un "meilleur équilibre entre les pouvoirs législatif et exécutif". Encore faut-il veiller à ne pas "semer la démocratie de force dans une société qui n'en possède pas les racines au risque du danger d'implosion" de la dite société...

Il est à noter que cette initiative intervient dans un climat de lutte soutenue de la part des forces vives de la Nation, pour imposer le respect des droits universels de l'homme, changer la constitution, et instaurer une démocratie véritable. Citons en particulier la lutte quotidienne menée par les associations de droits sur la base de la charte nationale des droits de l'homme, les actions de plus en plus généralisées et coordonnées des syndicats nationaux, tous secteurs et toutes tendances confondus, pour le respect des droits des travailleurs; la revendication d'un changement radical de la constitution devenant de plus en plus populaire...

Notons également que bien avant la prise de position officielle annonçant des amendements de la constitution qui seraient adoptés par référendum, l'USFP et l'ISTIQLAL (partis de "l'opposition parlementaire") avaient rédigé, à l'intention du pouvoir, un mémoire "secret"(!) contenant leurs propositions concernant les dits amendements. Il s'agit pour eux aussi d'une série de souhaits dont la réalisation permettrait d'assurer "l'équilibre entre les différents pouvoirs", et "d'améliorer les prérogatives du parlement"... et par conséquent aider à maquiller la démocratie factice actuelle.

Pour sa part, la position de notre parti est sans équivoque, et ne souffre aucune compromission sur une question aussi fondamentale que celle de la démocratie.

Tout en condamnant les coulisses et le travail complice mené en vase clos par "l'opposition parlementaire", nous réclamons haut et fort l'instauration des conditions et fondements principaux sans lesquels la démocratie ne peut exister, ne serait-ce que dans sa forme minima.

Il s'agit avant tout du respect réel, au quotidien, des droits de l'homme dans leur totalité et leur universalité. Une disposition

minimum dans ce sens, serait l'adoption d'une loi d'amnistie générale garantissant juridiquement la libération de tous les détenus politiques et syndicaux, la vérité sur le sort des disparus, le retour des exilés, la réintégration des expulsés de leur travail pour fait de grève, et la régularisation de leur situation administrative.

Il s'agit également d'un changement global, profond, et radical de la constitution, afin d'assurer les fondements politiques de la démocratie, et de garantir:

-la séparation réelle des pouvoirs en tant que principe démocratique intangible, et non pas un soi-disant équilibre entre des pouvoirs, tous concentrés dans les mêmes mains...,

-la libre concurrence économique, le pluralisme politique et culturel, et les libertés individuelles et collectives,

-la souveraineté du peuple dans le cadre de l'Etat de droit, le respect de sa volonté, sa liberté de choisir ses représentants, sans fraude ni pression, et de contrôler leur action dans le cadre des choix qui assurent la souveraineté nationale, la démocratie et l'égalité des chances et droits des citoyens.

Force est de constater que ce qui nous est proposé aussi bien par le pouvoir, que par ses alliés dans les directions de partis "d'opposition", est bien loin de ces fondements élémentaires de la démocratie. Il s'agit en l'occurrence de rechercher un meilleur "équilibre" entre les pouvoirs, une meilleure distribution des rôles, dans le cadre d'une démocratie de façade, "une enseigne pour les touristes" comme disait notre camarade Benbarka...

Signalons que dans le cadre du soi-disant pluralisme actuel, notre parti est toujours interdit de Congrès, et continue de subir son lot quotidien de tracasseries

et d'arbitraire, aux côtés de l'ensemble des forces vives et authentiquement militantes. De quelle démocratie s'agit-il alors?

Cependant, forts des enseignements de l'Histoire, nous savons que les droits et la démocratie n'ont jamais été et ne seront jamais octroyés. Il en va de même pour les constitutions qui assurent réellement la souveraineté du peuple...

Notre parti a su, au prix de lourds sacrifices, imposer sa présence politique et de masse de haute lutte, comme peuvent le constater aussi bien nos amis que nos ennemis. Il continuera sa marche militante inébranlable dans le cadre de sa ligne politique qui donne peut d'intérêt au vacarme médiatique mené autour de campagnes électorales préfabriquées, et privilégie la lutte démocratique quotidienne avec et pour notre peuple laborieux.

Loin des compromissions honteuses, il invite toutes les forces militantes: syndicats, associations, personnalités, partis et forces politiques progressistes, à unifier leurs efforts et potentialités pour imposer les conditions minima de la démocratie, sans lequel il proclame d'avance son rejet de toutes élections de façade.

## REVENDEICATIONS, LUTTES DEMOCRATIQUES, ET REPRESSION...

Face à la crise socio-économique, les différents secteurs d'activité connaissent depuis le début de l'année une recrudescence de la lutte démocratique pour le respect des droits élémentaires des travailleurs sur les plans social, économique et culturel. En voici quelques faits marquants:

### GREVE GENERALE AUX PTT

La Confédération Démocratique du Travail (CDT) et l'Union Générale des Travailleurs Marocains (UGTM), appellent à une grève générale de 24 heures, au niveau national dans le secteur des PTT. Leur cahier de revendications spécifiques englobe 14 points, dont la réintégration des syndicalistes arbitrairement exclus de leur travail pour fait de grève. La grève générale eut lieu le 27 Février et connut une réussite totale, mobilisant près de 90% des effectifs.

### GREVE GENERALE A LA SANTE

A l'appel de la CDT et de l'UGTM, les travailleurs du secteur de la santé ont mené une grève générale le 13 Février ainsi qu'une marche silencieuse le 15 Février. Ces actions réussies, font suite à la grève d'avertissement du 9/11/91, à l'indifférence totale et au refus de dialogue de la part des autorités, sur la base du cahier de revendications présenté au ministère de tutelle et au premier ministre le 27 Janvier dernier.

### GREVE GENERALE DANS L'ENSEIGNEMENT

Suite à la grève d'avertissement du 10/12/91, et aux différentes tentatives de dialogue avec le gouvernement (sans succès), la CDT, l'UGTM et le SNESUP ont appelé à une grève générale de 24 heures pour le 25 février. La grève se déroula sans incident, et fut une démonstration éclatante de la détermination des enseignants et de leur esprit de responsabilité.

### GREVES DANS LES MINES

Une grève d'avertissement a eu lieu dans les mines de phosphates de Youssoufia les 19 et 20 Février, à l'appel de la CDT et de l'UGTM. L'administration mobilisa des véhicules Renault-Trafic et fit appel aux forces de police et de l'armée pour ramener les travailleurs de force de chez eux sur les lieux du travail...

### GREVES DANS LES TRANSPORTS PUBLICS

Suite à la grève nationale menée le 11/12/91 par la CDT et l'UGTM, sur la base d'un cahier de revendications spécifiques de 7 points, les travailleurs du transport urbain de Casablanca ont mené une grève générale de 48 heures le 15/01/92, suivie d'une autre de 24 heures le 5/02/92.

### MOUVEMENT REVENDICATIF DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Plusieurs actions de protestation ont eu lieu ces deux derniers mois dans le secteur agricole, aux niveaux national et local, essentiellement pour protester contre les mutations arbitraires de syndicalistes, les entraves aux droits syndicaux, les circulaires disciplinaires, et la fermeture abusive des locaux de la CDT.

### DANS LE SECTEUR PRIVE

Plusieurs entreprises privées ont connu des actions pour la défense des droits des travailleurs, telle la société SOFAKUS à Fes où une grève générale se déroula le 18/01/92; le patron a réagi par le licenciement du secrétaire



général du bureau syndical, avec la bénédiction de l'administration.

Les travailleurs de la société BAHIA ont organisé une marche pacifique le 22/01/92 pour réclamer les indemnités qui leur

sont dues depuis plusieurs mois; ils ont été chargés par la police et tabassés à coup de gourdins.

Suite à la grève du 11/12/91 à la société NAMATAF de Casablanca, tous les travailleurs ont été licenciés et remplacés sur le champ. Les grévistes furent traduits en justice après avoir été poursuivis par une milice patronale avec brimades et coups. Le tribunal de première instance a requis une peine de 10 mois de prison ferme à l'encontre du secrétaire général de la section de l'Union Marocaine du Travail (UMT).

A la "Société Oleicole de Marrakech", le patron Jacques ISRAEIL, s'illustra par des propos bien éloquentes: " au Maroc, il n'y a pas de droits" affirma-t-il après avoir expulsé, sans autre forme de solde, les travailleurs qui organisaient un sitting pour réclamer leurs droits. Certains parmi eux avaient plus de 40 ans d'ancienneté...

#### LES DIPLOMES CHOMEURS S'ORGANISENT

Les dizaines de milliers de chomeurs diplômés de l'université, (ne disposant d'aucune

indemnité ni droits) s'organisent en associations locales dans plusieurs villes. Ils tiennent des assemblées, organisent des actions de protestations, et entreprennent des démarches auprès des pouvoirs publics pour réclamer un emploi.

#### GREVES ET PROTESTATIONS DES ETUDIANTS ET ELEVES

Les villes de Rabat, Casablanca et Safi en particulier, connaissent des mouvements de grèves et de protestations d'élèves, contre la formule du bac en deux temps, et les conditions déplorables des lycées. A Safi, se déroule actuellement le procès de 38 élèves interpellés pour manifestation et "trouble à l'ordre public". Ils risquent des peines de prison ferme, en plus d'une année scolaire gachée, et d'un avenir compromis.

A la faculté des sciences de Fes, les étudiants ont boycotté les examens et entamé une grève le 18/01/92 pour protester contre la militarisation de la faculté, et la "réforme universitaire" en cours. Des affrontements sanglants, visiblement manipulés par la police, ont eu lieu dernièrement entre étudiants démocratiques et "islamistes".